

Résolution sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar

2016/3027(RSP) - 15/12/2016 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation de la minorité Rohingya au Myanmar.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Les députés rappellent les d'affrontements violents dans le nord de l'État de Rakhine et déplorent les pertes de vies humaines, de moyens de subsistance et de logement et l'usage excessif de la force par les forces armées du Myanmar. Ils prient les forces militaires et les forces de sécurité de cesser immédiatement les meurtres, le harcèlement et les viols de Rohingya (minorité musulmane du Myanmar).

Même s'ils se réjouissent de la création d'une commission d'enquête sur les violences récentes dans l'État de Rakhine, les députés estiment que cela ne constitue que le premier pas d'un engagement plus large visant à mettre un terme à l'impunité des crimes perpétrés contre la minorité Rohingya.

Ils se disent particulièrement horrifiés des violences sexuelles utilisées comme moyen d'intimidation et demandent que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice.

Le gouvernement du Myanmar est appelé à :

- permettre que l'aide humanitaire parvienne dans toutes les zones de conflit;
- mettre fin à la discrimination et à la ségrégation terribles dont est victime la minorité Rohingya;
- enregistrer tous les enfants de la minorité Rohingya à l'état civil dès leur naissance;
- lever toutes les restrictions inutiles, discriminatoires et disproportionnées dans l'État de Rakhine;
- lutter contre la traite des êtres humains et la criminalité transnationale organisée;
- améliorer sa coopération avec les Nations unies, notamment le HCR.

Le Parlement demande également à la lauréate du prix Sakharov, Aung San Suu Kyi, de se servir de sa position clé au sein du gouvernement du Myanmar pour améliorer la situation de la minorité Rohingya.

Il invite enfin l'Union européenne et ses États membres à continuer de soutenir les nouvelles structures démocratiques du Myanmar.